ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 9 mai 1973, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au dépôt et à la publication des actes et documents concernant les sociétés commerciales et les sociétés civiles à forme commerciale", a donné le 6 juin 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 9e mei 1973 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de neerlegging en de bekendmaking van akten en stukken betreffende handelsvennootschappen en burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen", heeft de 6e juni 1973 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE.

L'arrêté soumis au Conseil d'Etat sera pris en exécution de l'article 2 de la loi "modifiant la législation relative aux sociétés commerciales", votée au Sénat le 8 février 1973, et qui n'a pas encore été publiée au Moniteur belge.

C'est sous réserve que le texte qui sera publié soit strictement conforme au texte voté par les Chambres législatives que le Conseil d'Etat donne le présent avis.

OBSERVATIONS DE FORME.

Le mot "quelconque(s)"doit être supprimé, là où il figure après le mot "document(s)", comme c'est le cas dans l'article 1er et dans d'autres articles du projet.

De même,dans l'article 5 du projet, comme dans les articles suivants, les mots "du présent arrêté", lorsqu'ils suivent une référence à un ou plusieurs articles du projet, sont superflus et doivent être omis.

PREAMBULE.

L'alinéa 1er du préambule doit être corrigé; il ne s'indique plus, en effet, d'y mentionner les modifications apportées à l'article 10 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, par l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 et la loi du 30 juin 1961, puisque

.../...

le texte législatif nouveau aura remplacé entièrement cet article 10. En conséquence, cet alinéa devrait être rédigé comme suit :

"Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 10, modifié par la loi du ...".

Article 4.

La fin du second alinéa devrait être rédigée comme suit : "..., font procéder aux publications prescrites par l'article 199 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales".

Article 5.

Il est proposé de rédiger en ces termes les deux premiers alinéas de l'article 5, § 1er :

"§ 1er. Lorsqu'une société dépose pour la première fois un acte, un extrait d'acte, un procès-verbal ou un document destiné à être versé dans le dossier visé aux articles 3 et 4, elle est tenue d'introduire une déclaration d'immatriculation datée et signée par ses organes ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale.

La déclaration d'immatriculation mentionne :

.../...

1° ...;

2° ...;

3° l'adresse du siège social; à défaut de siège social en Belgique, l'adresse des succursales ou des sièges quelconques d'opération, s'il en existe en Belgique;

4° ...;

...(le surplus comme au projet ...".

En ce qui concerne l'article 5, § 2, la fin de l'alinéa 2 devrait se lire : "... datée et signée par les organes de la société requérante ou par un mandataire muni d'une procuration spéciale".

*

* *

L'article 5 prévoit l'introduction, par les sociétés qu'il concerne, d'une déclaration d'immatriculation. La formule I annexée à l'arrêté s'intitule au contraire "Demande d'immatriculation".

Dans la version néerlandaise , tant le texte de l'article 5 que la formule I emploient le mot "opgaaf".

## Article 6.

Le futur article 10 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales - reprenant sur ce point une disposition de l'article 10 actuel - porte notamment que "le Roi indique les fonctionnaires qui recevront les actes ou extraits d'actes et détermine la forme et les conditions du dépôt et de la publication".

.../...

En vue d'assurer l'exécution de cette disposition, l'article 6 du projet dispose que les pièces soumises à dépôt et à publication doivent répondre aux conditions suivantes :

1° être rédigées sur papier blanc ou ivoire de bonne qualité permettant la reproduction par photocopie;

2° avoir une dimension déterminée en hauteur et en largeur;

3° le texte doit être imprimé ou dactylographié en noir;

4° seul le recto des feuillets peut être couvert d'écriture;

5° une seule langue doit être utilisée par feuillet.

L'article 6 soulève les observations suivantes :

I. Parmi les actes qui doivent être déposés en vertu de l'article 10, § 1er, nouveau des lois coordonnées, figurent des expéditions d'actes authentiques et des actes sous seing privé en original, tels les mandats privés et les rapports des réviseurs d'entreprise.

En tant que l'article 6 du projet s'applique à des actes originaux, le Roi ne trouve pas dans l'habilitation qui lui a été donnée par l'article 10 précité le pouvoir de modifier les dispositions du Code civil relatives à ces actes, en réglementant les formes et les conditions de présentation desdits actes, notamment en ce qui concerne l'usage d'une seule langue par feuillet. Le pouvoir du Roi ne peut s'exercer, en effet, que dans le cadre des lois existantes, et il faudrait une habilitation spéciale pour qu'il en soit autrement.

.../...

En tout état de cause, la réglementation envisagée ne pourrait s'imposer à des actes originaux faits à l'étranger, et une disposition législative transitoire serait requise pour régler le cas des actes originaux antérieurs à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

II. Suivant l'article 6, seul le recto des feuillets peut être couvert d'écriture et une seule langue doit être utilisée par feuillet.

Ces prescriptions peuvent avoir pour conséquence que les droits fiscaux à payer pour les actes rédigés sur papier timbré seront majorés, puisqu'actuellement ces actes peuvent être rédigés recto-verso et qu'il ne faut pas passer d'un feuillet à l'autre, lorsque différentes langues sont utilisées dans un même acte.

Le Roi ne trouve pas non plus dans l'habilitation conférée par l'article 10 des lois coordonnées le pouvoir d'augmenter, même indirectement, les droits fixés par la législation fiscale.

## Article 7.

Les observations faites à propos de l'article 6 ne valent pas pour les copies dont il est question à l'article 7.

Le texte de l'alinéa 2 de cet article paraît impliquer que l'original et la copie contiennent dans l'ordre les indications reprises aux 1° à 7°, ce qui n'est pas l'intention du Gouvernement.

.../...

Telle qu'elle a été portée à la connaissance du Conseil d'Etat, cette intention serait mieux traduite par le texte ci-après :

"A chaque pièce et à sa copie est annexée une notice indiquant dans l'ordre :

1° à 6°".

Le 7° doit être supprimé, compte tenu de la rédaction proposée ci-dessus.

Article 8.

En tant qu'elle fait référence aux articles 6 et 7, cette disposition appelle les observations déjà formulées au sujet de ces articles.

Article 9.

Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er en ces termes :

"Le greffier délivre un récépissé des pièces déposées, avec, le cas échéant, la quittance des sommes consignées".

Article 10.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Article 10.-

Le greffier adresse à la direction du Moniteur belge, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit celui du dépôt, toutes les copies de pièces à publier qu'il a reçues.

Un envoi groupé ... (le surplus comme au projet) ...".

Article 14.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 14.-

Lorsqu'une copie intégrale est demandée, les extraits des registres visés aux articles 3 et 4 sont délivrés soit sur les formules destinées aux déclarations, soit par photocopie; lorsque la demande ne porte que sur des points déterminés, l'extrait est délivré sur la formule III dont le modèle est annexé au présent arrêté".

Article 16.

La rédaction suivante traduirait plus exactement les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat :

.../...

"Article 16.-

Lorsqu'il est procédé, d'un ressort territorial dans un autre au transfert, soit du siège social, soit de la succursale ou du siège d'opération qui a déterminé le lieu de dépôt du dossier, la subdivision spéciale du dossier visé à l'article 2 ou le dossier visé à l'article 3 est transmis d'un greffe à l'autre, dans le délai de quinze jours à dater de l'inscription modificative de l'immatriculation de la société au greffe du tribunal où se trouve le registre qui la contient. Cette transmission est effectuée à la diligence du greffier du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel se trouvait soit le siège social, soit la succursale ou le siège d'opération ayant déterminé le lieu de dépôt du dossier.

Lorsqu'une société immatriculée au registre tenu en vertu de l'article 4 installe en Belgique une succursale ou un siège d'opération, le dossier est transmis au greffe du tribunal de commerce dans le ressort territorial duquel se trouve la succursale ou le siège d'opération".

---

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerpbesluit zal worden vastgesteld ter uitvoering van artikel 2 van de wet "tot wijziging van de wetgeving betreffende de handelsvennootschappen" die op 8 februari 1973 in de Senaat goedgekeurd maar nog niet in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt is.

Dit advies wordt dan ook gegeven onder voorbehoud dat de tekst die zal worden bekendgemaakt, volkomen in overeenstemming is met die welke de Wetgevende Kamers hebben aangenomen.

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

In de Franse tekst moet het woord "quelconque(s)" vervallen waar het staat na het woord "document(s)", zoals het geval is in artikel 1 en in andere artikelen van het ontwerp. Eventueel behoort de Nederlandse tekst dienovereenkomstig te worden aangepast.

In artikel 5 van het ontwerp, alsook in de daaropvolgende artikelen, moeten de woorden "van dit besluit" als overbodig vervallen wanneer zij volgen op een verwijzing naar een of meer artikelen van het ontwerp.

.../...

AANHEF.

Het eerste lid van de aanhef moet worden verbeterd; het gaat hier meer aan daarin melding te maken van de wijzigingen die in artikel 10 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, zijn aangebracht door het besluit van de Regent van 26 juni 1947 en de wet van 30 juni 1961, nu de nieuwe wettekst dat artikel 10 geheel gaat vervangen. De alinea zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van ...".

Artikel 4.

Het slot van het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd : "... die geen bijkantoor of bedrijfszetel in België hebben, en doen overgaan tot de bekendmakingen, voorgeschreven in artikel 199 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen".

Artikel 5.

Voorgesteld wordt de eerste twee alinea's van artikel 5, § 1, als volgt te redigeren :

.../...

"§ 1. Wanneer een vennootschap voor het eerst een bij het in de artikelen 3 en 4 bedoelde dossier te voegen akte, uittreksel van een akte, proces-verbaal of document neerlegt, moet zij een opgaaf tot inschrijving indienen, gedagtekend en ondertekend door haar organen of door een bijzondere gemachtigde.

De opgaaf tot inschrijving vermeldt :

1° ...;

2° ...;

3° het adres van de maatschappelijke zetel; is die zetel niet in België gevestigd, het adres van de bijkantoren of van om het even welke bedrijfszetels, als er in België zijn;

4° ...;

... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

In artikel 5, § 2, leze men het slot van het tweede lid als volgt : "... een opgaaf, gedagtekend en ondertekend door de organen van de verzoekende vennootschap of door een bijzondere gemachtigde".

*

* *

In de Franse versie bepaalt artikel 5 dat de betreffende vennootschap een "déclaration d'immatriculation" moet indienen; in het bij het besluit gevoegde formulier I heet dit "demande d'immatriculation".

De Nederlandse versie gebruikt in beide gevallen de term "opgaaf tot inschrijving".

.../...

Artikel 6.

Het toekomstige artikel 10 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen - dat op dit punt een bepaling van het huidige artikel 10 overneemt - stelt onder meer : "De Koning wijst de ambtenaren aan, die de akten of de uittreksels zullen ontvangen en stelt de vorm en de vereisten voor de neerlegging en de bekendmaking vast".

Met het oog op de uitvoering van die bepaling stelt artikel 6 van het ontwerp dat de neer te leggen en bekend te maken stukken aan de volgende eisen moeten voldoen :

1° opgemaakt worden op wit of ivoorkleurig papier van goede kwaliteit, dat fotocopieerbaar is;

2° een in de lengte en de breedte bepaalde afmeting hebben;

3° de tekst moet in zwarte letter gedrukt of getypt zijn;

4° alleen de voorzijde van de vellen mag worden beschreven;

5° per vel mag slechts één taal worden gebruikt.

Bij artikel 6 zijn de volgende opmerkingen te maken :

I. Tot de akten die krachtens het nieuwe artikel 10, § 1, van de gecoördineerde wetten moeten worden neergelegd, behoren uittreksels van authentieke akten en onderhandse akten in origineel, zoals onderhandse volmachten en verslagen van bedrijfsrevisoren.

.../...

Inzover artikel 6 van het ontwerp toepasselijk is op originele akten, vindt de Koning in de hem door het genoemde artikel 10 verleende machtiging niet de bevoegdheid om de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot die akten te wijzigen door een regeling te treffen voor de vorm en de inkleding van die akten, onder meer inzake het gebruik van slechts één taal per vel. De Koning kan zijn bevoegdheid immers slechts uitoefenen binnen het kader van de bestaande wetten, zoniet dan is een bijzondere machtiging vereist.

In ieder geval mag de voorgenomen regeling niet gelden voor in het buitenland opgemaakte originele akten en zou een wettelijke overgangsbepaling nodig zijn om het geval te regelen van de originele akten die dagtekenen van vóór de inwerkingtreding van de nieuwe regeling.

II. Volgens artikel 6 mag alleen de voorzijde van de vellen worden beschreven en mag per vel slechts één taal worden gebruikt.

Die voorschriften kunnen tot gevolg hebben dat de fiscale rechten die moeten worden gekweten voor akten op gezegeld papier, zullen worden verhoogd, aangezien die akten thans recto-verso mogen worden opgemaakt en geen ander blad moet worden genomen wanneer in eenzelfde akte meer dan één taal wordt gebruikt.

De Koning vindt in de door artikel 10 van de gecoördineerde wetten verleende machtiging evenmin de bevoegdheid om, zelfs op indirecte wijze, de door de belastingwetgeving vastgestelde rechten te verhogen.

.../...

Artikel 7.

De bij artikel 6 gemaakte opmerkingen gelden niet voor de afschriften bedoeld in artikel 7.

De tekst van het tweede lid van dit artikel lijkt te impliceren dat origineel en afschrift achtereenvolgens de onder 1° tot 7° genoemde punten moeten vermelden, hetgeen door de Regering niet bedoeld is.

Zoals die bedoeling aan de Raad van State kenbaar is gemaakt, kan zij beter als volgt worden weergegeven :

"Bij ieder stuk en bij het afschrift daarvan wordt een nota gevoegd die achtereenvolgens vermeldt :

1° tot 6°".

De tekst onder 7° moet vervallen, gelet op de hiervoren voorgestelde redactie.

Artikel 8.

Voor zover deze bepaling verwijst naar de artikelen 6 en 7 geeft zij aanleiding tot de opmerkingen die bij die artikelen zijn gemaakt.

Artikel 9.

Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

.../...

"De griffier geeft voor de neergelegde stukken een ontvangbewijs af, in voorkomend geval met kwijting voor de in consignatie gegeven bedragen".

Artikel 10.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 10.-

Uiterlijk de eerste werkdag na de dag van de neerlegging zendt de griffier aan het bestuur van het Belgisch Staatsblad, alle ontvangen afschriften van bekend te maken stukken.

De in één dag ... (voorts zoals in het ontwerp)...".

Artikel 14.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 14.-

Wanneer een integraal afschrift wordt gevraagd, worden de uittreksels uit de in de artikelen 3 en 4 bedoelde registers afgegeven op de voor de opgaven bestemde formulieren, of in een fotocopie; wanneer de aanvraag slechts bepaalde punten betreft, wordt het uittreksel afgegeven op formulier III, waarvan het model bij dit besluit is gevoegd".

.../...

Artikel 16.

De bedoeling van de Regering, zoals die ter kennis van de Raad van State is gebracht, komt beter tot uiting in de hierna volgende tekst :

"Artikel 16.-

Wanneer hetzij de maatschappelijke zetel, hetzij het bijkantoor of de bedrijfszetel die bepalend zijn geweest voor de plaats waar het dossier moest worden neergelegd, van een rechtsgebied naar een ander wordt overgebracht, wordt de bijzondere afdeling van het dossier bedoeld in artikel 2, dan wel het dossier bedoeld in artikel 3, van de ene griffie naar de andere overgezonden binnen vijftien dagen te rekenen van de wijziging van de inschrijving van de vennootschap op de griffie van de rechtbank waar het register met die inschrijving zich bevindt. Deze overzending geschiedt door toedoen van de griffier van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied hetzij de zetel van de vennootschap, hetzij het bijkantoor of de bedrijfszetel die bepalend zijn geweest voor de plaats waar het dossier moest worden neergelegd, zich bevond.

Wanneer een vennootschap die in het krachtens artikel 4 gehouden register ingeschreven is, in België een bijkantoor of een bedrijfszetel vestigt, wordt het dossier overgezonden aan de griffie van de rechtbank van koophandel in welker rechtsgebied het bijkantoor of de bedrijfszetel zich bevindt".

---

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
H. ROUSSEAU, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

G. VAN BUNNEN.